Réjean Pelletier

Professeur, science politique, Université Laval

(1979)

“Concurrence entre les partis auprès de l'électorat”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Réjean Pelletier,

“*Concurrence entre les partis auprès de l'électorat*”. Un article publié dans l'ouvrage collectif, *Le référendum: un enjeu collectif*, pp. 27-40. Montréal : Éditions Fides, 1979, 174 pp. Collection : Cahiers de recherche éthique, n° 7.

M. Réjean Pelletier est professeur au département de science politique de l'Université Laval.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 18 octobre 2004]

Courriel : Rejean.Pelletier@pol.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 22 octobre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

1. Le cadre d'action
2. Le lieu d'action
3. Les moyens d'action
4. Dialogue du cœur et de la raison

Conclusion

Introduction

Réjean Pelletier est professeur agrégé au Département de science politique de l'Université Laval de Québec. Détenteur d'un doctorat de troisième cycle en études politiques de l'Université de Paris I, il a publié deux volumes : *Les militants du R.I.N.* (Éditions de l'Université d'Ottawa, 1974), et *Partis politiques au Québec* (Éditions Hurtubise HMH, 1976), avec des articles dans des revues spécialisées et dans des ouvrages politiques. Ses recherches actuelles portent sur les partis politiques de la société québécoise depuis 1960.

[Retour à la table des matières](#)

Si l'éthique s'intéresse aux relations d'un individu avec d'autres individus en s'appuyant sur un ensemble de valeurs destinées justement à comprendre et à définir ces rapports des hommes entre eux ¹, il est certain que, dès que l'on pose l'existence d'une société politique, on pose en même temps le problème de rapports éthiques à l'intérieur de cette société.

On peut étendre cette signification éthique à des rapports entre groupes - comme les partis politiques - au sein d'une telle société en faisant appel à certaines valeurs qui doivent fonder leurs actions. Ces valeurs définissent ce qui est bien et ce qui ne l'est pas dans la conduite humaine et font ainsi référence à l'influence que l'on peut avoir sur d'autres personnes et au choix conscient des fins et des moyens pour y arriver. En ce sens, toute communication humaine implique des problèmes éthiques. Ainsi en est-il de la

¹ Voir Raymond Polin, *Éthique et politique*, Paris, Sirey, coll. Philosophie politique, 1968, pp. 101-103.

communication que les partis politiques entretiennent entre eux et avec l'électorat qu'ils cherchent à convaincre.

Tout parti, en effet, non seulement cherche à conquérir le pouvoir politique, mais remplit aussi une fonction pédagogique : il propose une analyse d'une situation donnée, cherche des explications à certains problèmes et offre des solutions de façon à éclairer les conditions du débat politique, même si la façon d'aborder les problèmes et les types de solutions proposées reposent le plus souvent sur l'idéologie même du parti.

Le prochain référendum sur l'avenir politique du Québec devrait normalement porter sur les termes de la souveraineté-association, ce qui correspond au premier engagement du Parti québécois dans son programme, soit de « réaliser la souveraineté politique du Québec par les voies démocratiques et proposer au Canada une association économique mutuellement avantageuse »². De même, « la » question posée devrait reprendre le contenu de cette option politique³.

Ce sera alors l'occasion pour chaque parti de déployer son arsenal de propagande afin de convaincre l'électorat québécois du bien-fondé de ses propres propositions. Ce faisant, les partis établiront des réseaux de communication avec cet électorat et utiliseront différents moyens pour le convaincre, ces moyens s'inscrivant dans un cadre d'action déjà défini sur le plan juridique et dans une arène politique présentant des caractères particuliers.

1. Le cadre d'action

[Retour à la table des matières](#)

L'affrontement des partis politiques dans l'arène électorale s'inscrit dans le cadre de certaines règles du jeu qui imposent des contraintes aux participants. Ces contraintes influencent en même temps les choix et les décisions qu'ils vont prendre, tout en tenant compte des autres partenaires ou des adversaires qui s'affrontent sur ce terrain politique.

² Parti québécois, *Le programme officiel et les statuts*, 1978, p. 7.

³ Ce qui n'exclut pas évidemment la possibilité de présenter une question « étapiste ». Gérard Bergeron a déjà analysé certaines formulations de questions dans *Ce jour-là... le référendum*, Montréal, éditions Quinze, 1978, pp. 221-230.

Lors de la campagne référendaire, les partis politiques devront tenir compte de la loi-cadre sur les référendums et se plier à un certain nombre d'exigences qui y sont contenues et qui permettent de bien définir les règles du jeu pour tous les participants. Comme le soulignait le ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire, M. Robert Burns, lors du dépôt du projet de loi 92 sur la consultation populaire, le gouvernement s'est fondé sur deux grands principes qui ont inspiré son Livre blanc et qui sont repris dans le projet de loi, soit la volonté de doter le Québec d'une *loi organique* de la consultation populaire et celle de favoriser, par le biais du contrôle des revenus et des dépenses, une *égalité réelle* des chances entre les options en présence ⁴.

Ainsi, le gouvernement s'est refusé à présenter une loi qui ne servirait qu'au référendum sur l'avenir du Québec. Au contraire, il a voulu que le référendum devienne « un instrument permanent de notre vie démocratique afin de favoriser la participation directe des citoyens à la gouverne des affaires publiques » ⁵. C'est pourquoi il a présenté une loi organique de façon à garantir la permanence et l'impartialité des règles du jeu et à permettre aux citoyens de se familiariser progressivement avec les procédures référendaires.

Mais c'est surtout l'application du deuxième principe concernant l'égalité des chances qui a soulevé de nombreuses objections tant chez les partis d'opposition que chez les différents groupes qui souhaitent participer activement au prochain référendum proposé par le Parti québécois.

S'appuyant sur le principe que le seul but d'une campagne référendaire est d'éclairer le mieux possible les électeurs sur les choix qui leur sont proposés, le gouvernement a souhaité que non seulement chaque citoyen puisse faire valoir son point de vue, mais aussi qu'il y soit aidé de deux façons : « d'abord en fournissant à chaque option un minimum de moyens matériels, de façon que ses partisans puissent faire valoir leurs arguments, et ensuite, en évitant que l'opinion des citoyens soit noyée sous un déluge de propagande orchestrée par ceux qui détiennent les pouvoirs d'argent » ⁶.

Pour atteindre cet objectif, la loi sur les consultations populaires stipule que les règles qui régissent les élections concernant les dépenses et le financement des partis politiques doivent aussi garantir la qualité du débat démocratique lors des référendums. C'est ainsi que la loi établit un contrôle des dépenses encourues pendant la campagne référendaire en fixant un plafond de cinquante (50) cents par électeur pour chaque option et prévoit de remplacer le remboursement des dépenses par une subvention de départ à chacune des

⁴ *Le Devoir*, 29 décembre 1977, p. 4.

⁵ Exposé du ministre Robert Burns, *Journal des Débats*, 1er novembre 1977, no 221, p. B-6888.

⁶ *Ibid.*, p. B-6889.

options. D'une façon générale, ces règles semblent bien acceptées par les partis politiques actuels au Québec.

C'est plutôt le principe du regroupement obligatoire des partisans de chaque option sous l'égide de comités nationaux qui a soulevé le plus de controverses et les plus vives oppositions. Du côté gouvernemental, l'établissement de ces organismes-parapluie avait pour but de déterminer clairement une organisation qui serait responsable du contrôle des dépenses et des revenus et surtout de permettre aux électeurs « de recevoir un message plus clair et de percevoir plus nettement les différences entre les options ».

Chez les partis d'opposition et, en particulier au Parti libéral du Québec, on s'est opposé au caractère obligatoire et coercitif des « comités-parapluie » en s'appuyant sur le principe de la liberté de chacun de participer comme il l'entend à la campagne référendaire. « Chaque citoyen, groupe ou parti politique, écrit le Parti libéral du Québec, a le droit inaliénable de participer librement à la campagne référendaire. Il a le droit de se réunir avec qui il veut, il a le droit de déterminer lui-même sa conduite, il a le droit de dire ce qu'il veut et d'adopter le type et le style d'action de son choix »⁷.

Il existe donc, dès le départ, des oppositions très nettes entre le Parti québécois et le Parti libéral du Québec - qui se présentent déjà comme les deux principaux protagonistes du débat - sur certaines règles du jeu établies par la loi 92. Ces oppositions reposent sur des principes en apparence inconciliables, soit d'un côté la volonté de protéger la liberté individuelle, même au risque de favoriser une certaine forme d'inégalité, et de l'autre la volonté d'assurer l'égalité des chances entre les options en présence, même au risque de contraindre les libertés individuelles.

2. Le lieu d'action

[Retour à la table des matières](#)

La lutte que se livreront les partis politiques lors du prochain référendum sur le statut constitutionnel du Québec va aussi se dérouler dans une arène politique qui peut être définie par la situation concurrentielle des partis dans cette arène et par le poids de chacun face à un adversaire potentiel. En d'autres

⁷ Cf. *Le Devoir*, 8 juin 1978, p. 1.

termes, le lieu du combat politique peut être assimilé à la structure de marché sur le plan économique, ce qui permet d'apprécier les stratégies des partis face à un électorat à convaincre et à conquérir.

À l'heure actuelle ⁸, le marché politique québécois n'est certainement pas un marché monopolistique ou fermé ⁹ où un seul parti se taillerait une position dominante en étant non seulement le plus connu (effet de notoriété en publicité), mais aussi le plus accepté ou le plus suivi (effet d'utilisation) sur le plan des idées et des suffrages. Ni le Parti québécois au pouvoir, ni le Parti libéral, son principal concurrent, ne peuvent prétendre détenir une telle position dans l'arène politique québécoise, d'autant plus qu'il n'y a pas nécessairement d'effet positif entre la notoriété et l'utilisation. En effet, un parti peut être très bien connu - ce qui est le cas du Parti québécois par exemple - sans pour autant être suivi. En d'autres termes, la notoriété peut coïncider avec un sentiment d'hostilité plus ou moins net, ce qui est le cas d'un bon nombre d'électeurs qui s'opposent fermement à toute forme d'indépendance pour le Québec.

La situation s'apparente plutôt à celle d'un marché « duopolistique » ou saturé, où deux grands partis (le P.Q. et le P.L.) se partagent l'essentiel du marché de sorte que la situation est plutôt défavorable pour les autres partis (l'U.N. et le R.C.). Une telle situation se trouve en même temps renforcée par les règles du jeu définies précédemment puisque les différents participants au prochain référendum devront se regrouper sous deux organismes-parapluie. Il est à prévoir que le Parti québécois et le Parti libéral seront les maîtres d'œuvre de chacun de ces organismes de sorte que l'Union nationale et le Ralliement créditiste sont déjà condamnés à ne jouer qu'un rôle secondaire dans cette lutte. D'ailleurs, cette situation de marché duopolistique correspond bien aux résultats des plus récents sondages ¹⁰ où le P.Q. et le P.L. se partagent les faveurs de la plus grande partie de l'électorat québécois.

Une telle structure du marché pose évidemment un problème particulier au Parti libéral du Canada qui intervient déjà massivement dans le débat constitutionnel et qui voudra certainement participer d'une façon active au référendum sur l'avenir politique du Québec, sinon prendre lui-même la tête du mouvement d'opposition au projet péquiste. Mais les règles du jeu déjà fixées et la structure actuelle du marché politique lui interdisent pratiquement de satisfaire ces ambitions, à moins que le Parti libéral du Québec accepte de ne servir que de façade au Parti libéral du Canada dans le débat constitutionnel, ce qui m'apparaît hautement improbable avec le leader actuel du P.L.Q. et ce qui serait catastrophique pour ce parti sur le plan électoral.

⁸ C'est-à-dire au moment où ces lignes sont publiées.

⁹ Ces concepts sont empruntés à Roland Muraz, « La relation U(N) » dans Monica Charlot, *La persuasion politique*, Paris, A. Colin, Dossiers U2, 1970, p. 26.

¹⁰ Voir le sondage commandité par Radio-Canada et publié dans *Le Devoir*, 21 juin 1978, p. 9.

Ainsi, lors du prochain référendum, le débat devrait se dérouler entre les deux grands partis politiques - le Parti québécois et le Parti libéral du Québec - qui se partagent déjà le marché politique et qui devront se conformer à des règles du jeu bien définies que récuse, en partie, l'un des deux principaux protagonistes.

3. Les moyens d'action

[Retour à la table des matières](#)

L'utilisation de différents moyens d'action au cours de la campagne référendaire pose un problème éthique important : la fin recherchée justifie-t-elle les moyens employés ? En d'autres termes, est-ce que la volonté d'atteindre une fin qui paraît désirable et bonne en soi justifie l'utilisation de techniques qui ne répondent pas à des critères éthiques ? Il est, en effet, reconnu que les moyens de communication ou de persuasion employés peuvent avoir un impact sur celui qui reçoit le message au-delà de la fin elle-même recherchée par le communicateur.

Mais il faut aussi reconnaître qu'un moyen considéré en lui-même n'est pas une technique qui n'a pas de valeur éthique intrinsèque. Cette valeur provient plutôt de l'usage que l'on en fait en vue d'atteindre une fin déterminée. Ainsi, une fin louable ne peut justifier une utilisation des moyens qui ne répond pas à des critères éthiques. Il faut donc évaluer la signification éthique d'un moyen à l'usage que l'on en fait, au-delà de la fin recherchée.

En outre, certains partis, surtout à caractère idéologique bien marqué, affirment ne pas utiliser les moyens du marketing politique en ce sens qu'ils ne cherchent pas à créer un besoin, comme pourrait le faire la publicité en lançant un produit nouveau, mais plutôt à répondre à un besoin réel au sein de la population. Cependant, même un parti à caractère idéologique a souvent recours à la publicité précisément pour diffuser ses idées ou son idéologie et même essayer de « vendre » ces idées auprès de l'électorat.

Il ne s'agit certes pas pour un parti de vouloir maquiller son idéologie et ses options politiques afin de se conformer à une image assez insipide qui correspondrait aux attentes de l'électorat, mais plutôt d'essayer de convaincre la plus grande partie de cet électorat que les idées que l'on défend sont à la fois les meilleures et les plus pertinentes dans une situation donnée.

Au cours du prochain référendum proposé par le Parti québécois, le débat devrait normalement se situer au niveau de la réflexion et de la responsabilité de chacun face à l'avenir du Québec plutôt qu'au niveau de l'emballage ou de la représentation extérieure du produit politique, ce qui n'exclut évidemment pas tout appel aux sentiments ¹¹. Cet appel à la réflexion et au sens des responsabilités vise à convaincre un public décisionnel bien précis, non pas celui des électeurs convaincus qui sont déjà favorables à un projet politique donné, ni celui des électeurs hostiles qui s'y opposent déjà fortement, mais celui des électeurs hésitants qui constituent ce que l'on a appelé le « marais » politique ¹². C'est ce groupe qui, en définitive, va sceller l'issue du combat.

Pour le convaincre, les partis politiques québécois vont employer différents moyens qui répondront ou non à certains critères éthiques selon l'utilisation qu'ils en feront. Je ne m'arrêterai ici qu'à trois moyens, soit la personnalisation du message, le langage et l'appel aux sentiments, sans chercher à savoir si chacun de ces moyens vise à persuader l'électeur de façon à influencer sa décision au cours de la campagne référendaire ou s'il s'inscrit dans le cadre d'une propagande bien orchestrée qui vise à « mouler l'homme et le monde sur un modèle unique et - bien entendu - supposé parfait » ¹³.

Il est à peu près certain que, lors de la prochaine consultation populaire au Québec, les partis politiques ne pourront faire abstraction d'un phénomène qui, tout en étant fort ancien, est devenu de plus en plus important dans les sociétés modernes, soit la personnalisation de la lutte politique au niveau des acteurs eux-mêmes, en particulier des chefs de partis, par suite du développement des moyens de communication de masse.

C'est ainsi que certains commentateurs ont déjà parlé de l'affrontement Trudeau-Lévesque comme si tout devait se jouer entre ces deux chefs seulement. Il faut aussi compter désormais sur l'entrée en scène de Claude Ryan qui vient changer fondamentalement les données du combat depuis qu'il a été élu à la tête du Parti libéral du Québec. Avec la situation d'un marché duopolistique, l'attention sera fixée de plus en plus sur le duel Ryan-Lévesque, de sorte que les interventions en provenance du gouvernement fédéral seront le plus souvent médiatisées, pour ne pas dire transformées, par l'un ou l'autre des deux principaux protagonistes. En d'autres termes, Claude Ryan pourra, s'il le veut bien, servir de relais aux messages du premier ministre fédéral auprès de la population québécoise. Mais il est probable qu'il cherchera plutôt à transformer, amender, réinterpréter ou refuser les propositions constitutionnelles du

¹¹ Voir, à ce sujet, la dernière section intitulée « Dialogue du cœur et de la raison ».

¹² Cf. E. Deutsch, D. Lindon et P. Weill, *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Paris, éditions de Minuit, 1966, 126 p.

¹³ Ces définitions de la persuasion et de la propagande sont tirées de Monica Charlot, *La persuasion politique*, p. 8.

gouvernement Trudeau de façon à définir clairement, pour le Parti libéral du Québec, le contenu véritable d'un fédéralisme renouvelé qui soit acceptable à une majorité de Québécois.

Pour le moment, la situation ne s'est pas vraiment décantée au sein de la population québécoise de sorte que trois chefs politiques - Ryan, Lévesque et Trudeau - semblent capables de répondre à ses aspirations ¹⁴. Dans l'avenir, il est probable que le débat se limitera aux deux principaux protagonistes sur la scène québécoise de sorte que s'opposeront les thèses de la souveraineté-association présentée par le Parti québécois et du fédéralisme renouvelé soutenu par le Parti libéral du Québec. Cette dernière option devrait se démarquer assez nettement des propositions de réforme du gouvernement fédéral qui seront plutôt assimilées à la formule du statu quo.

Outre cette personnalisation du message par les principaux chefs politiques, il faudra aussi tenir compte, dans le débat, du langage qui sera employé par les acteurs en présence. L'utilisation du langage ne peut être considérée comme complètement neutre. La sélection de certains mots plutôt que d'autres exprime déjà les choix de celui qui les communique. Par exemple, si un leader politique utilise le mot « séparation » plutôt qu'« indépendance », il a déjà fait un choix conscient qu'il communique à son auditeur, cherchant ainsi à l'influencer en tentant de lui faire croire que sa perception des choses est la bonne. On peut donc sélectionner consciemment certains mots parce que l'on croit qu'ils affecteront le comportement de ceux auxquels ils sont destinés ¹⁵.

Il en sera de même, durant la campagne référendaire, si un homme ou un parti politique utilise les mots « séparation » ou « indépendance » plutôt que « souveraineté-association » pour qualifier le projet du Parti québécois. D'ailleurs, si l'on se fie aux données du sondage de Radio-Canada déjà mentionné, on peut s'attendre à ce que les partis d'opposition à la souveraineté-association, en particulier le Parti libéral du Québec qui se présentera comme le leader de ceux-ci, utiliseront davantage les termes « indépendance » ou même « séparation » pour marquer leur opposition au projet péquiste puisque ces termes qualifient des options qui sont largement rejetées par l'électorat québécois. En effet, ce sondage révèle que seulement 8% des électeurs se montrent favorables à l'option de l'indépendance, alors que 21% optent pour la souveraineté-association ¹⁶. Ainsi, en présentant l'option du Parti québécois comme étant essentiellement indépendantiste ou même séparatiste, on risque d'effrayer l'électeur qui se montre opposé à cette option constitutionnelle, mais

¹⁴ Cf. sondage de Radio-Canada, *Le Devoir*, 21 juin 1978, p. 9.

¹⁵ C'est ainsi que l'on a pu parler de la dimension « sermonique » du langage. Voir Richard L. Johannesen, *Ethics in Human Communication*, Columbus, Charles E. Merrill Publishing Company, 1975, pp. 13-14.

¹⁶ Cf. *Le Devoir*, 21 juin 1978, p. 9. Cependant, associée au vote lors du référendum, cette dernière formule rallie 33% des répondants, dont 46% de francophones.

qui serait plutôt prêt à approuver un projet préconisant non pas l'indépendance complète, mais la souveraineté politique du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada. D'ailleurs, c'est à l'option de l'indépendance que les électeurs se montrent le moins favorables (dans une proportion de 69%), alors que seulement 2% se disent le moins favorables à l'option souveraineté-association ¹⁷.

À l'inverse, dans l'autre camp et en particulier au Parti québécois, on sera probablement tenté d'assimiler la formule du fédéralisme renouvelé au statu quo en arguant que ce que l'on présente comme un renouvellement du fédéralisme canadien ne change absolument rien à la situation présente et que ceux qui utilisent une telle formule trompent l'électorat puisqu'ils ne préconisent que des réformes de façade. Ce faisant, ils essaieront de convaincre une bonne partie de ces électeurs (44%) qui appuient l'option du fédéralisme renouvelé en leur faisant croire qu'ils rejoignent ainsi les partisans du statu quo (17% selon le sondage de Radio-Canada), d'autant plus que cette dernière formule est, après l'indépendance, l'option à laquelle les citoyens se disent le moins favorables (16%) ¹⁸.

Ainsi, lors de la campagne référendaire, les mots risquent de devenir des instruments pour atteindre les buts plus ou moins avoués que se sont assignés les différents partis politiques plutôt que des moyens de communication dans la recherche d'une certaine forme de vérité.

Bien plus, chaque parti politique voudra montrer que, à l'instar de ce qui se passe en publicité, le message en provenance du parti reflète une bonne connaissance du sujet. Les partis politiques sont toujours tentés de fournir des solutions à un problème donné en se fondant sur la « philosophie globale » du parti, même si cette réponse n'éclaire pas beaucoup la situation. En somme, un parti politique cherche souvent à donner l'illusion que, dans son programme et ses écrits ou dans les discours de ses chefs, il présente une réponse à tous les problèmes qui confrontent la société.

Il ne s'agit pas non plus, au cours de la campagne référendaire, de distordre les faits ou de manipuler les données afin de faire valoir sa thèse. Les partis politiques pourront être tentés par cette possibilité, surtout en entourant cette manipulation de toutes les apparences de la recherche scientifique. Répéter la querelle des comptes nationaux ne fera pas beaucoup progresser le débat puisque chacun essaie de justifier des bases de calcul qui ne sont pas identiques et que chaque méthode employée peut pratiquement fournir sa propre justification. En somme, les partis politiques devront, dans la sélection et la présentation des faits et des données concernant le référendum, donner

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

l'occasion à chaque citoyen de bien évaluer la situation et de prendre une position qui s'appuiera sur un jugement réfléchi.

4. Dialogue du cœur et de la raison

[Retour à la table des matières](#)

Si le débat référendaire doit faire appel en premier lieu à la raison et à la réflexion, il ne peut toutefois faire abstraction de tout appel aux sentiments. Comme le rappelait le ministre Jacques Parizeau devant le Mouvement national des Québécois, l'indépendance n'est pas avant tout une question d'économie, mais bien une question d'émotion¹⁹. Il voulait signifier par là que l'on peut « raisonner » indéfiniment sur une situation pour essayer de bien la comprendre et que le problème de l'indépendance du Québec ne peut être ramené à une « querelle de gros sous ». Souvent, une bonne compréhension de la réalité passe par le vécu quotidien et toutes les « émotions » qu'il recèle, tant il est vrai que le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas.

En ce sens, lors du débat sur le référendum, les partis politiques vont certainement chercher à faire appel à l'émotion ou aux situations du vécu quotidien, au-delà de la « rationalité » des chiffres et de tout scénario possible pour la souveraineté-association ou le fédéralisme renouvelé, afin de convaincre l'électeur que ce qu'il propose ou ce qu'il dénonce ne peut toujours se comprendre et, plus tard, se vivre uniquement selon la froide logique de la raison.

Mais il ne s'agit pas de remplacer la critique par l'émotion de façon à faire accepter d'emblée et sans discernement ses propres points de vue. L'un des meilleurs tests auxquels on peut soumettre un projet politique, c'est celui de la critique. Ainsi l'électeur, au moment du référendum, doit être amené par les différents partis politiques à faire un choix libre, bien informé et critique face au projet proposé par le parti ministériel et au contre-projet appuyé par les partis d'opposition. Mais ce choix ne peut faire complètement abstraction de toute forme d'émotion, de sentiments ou d'engagement personnel dans le débat.

¹⁹ *Le Devoir*, 5 juin 1978, p. 2.

Il est certain que, dans la tradition nord-américaine, on considère avec suspicion l'expression ou l'utilisation de l'émotion et des sentiments dans les communications. Le danger, à mon sens, ne réside pas tant dans cet éternel dialogue du cœur et de la raison chez tout citoyen qui sera appelé à se prononcer lors du référendum, mais dans le *climat général* qui va entourer cet événement, climat créé par l'exploitation de la peur du côté des groupes et des partis d'opposition au projet péquiste et par la dénonciation de la trahison du côté gouvernemental. D'un côté, faire appel à l'instinct irrationnel de chacun devant la peur de l'inconnu de l'après-référendum et de l'autre évoquer la séparation manichéenne du loyal et du traître à la nation québécoise.

Une telle possibilité était évoquée par le ministre Claude Morin lorsqu'il déclarait que le référendum sera « une occasion historique de solidarité » pour tous les Québécois. Il ajoutait « qu'il va falloir que les gens décident quel gouvernement est important » et s'ils veulent que les décisions soient prises à Ottawa ou à Québec ²⁰. Ainsi formulée, la question du référendum ferait appel aux sentiments de solidarité et de loyauté à l'égard du Québec, ce qui laisserait de côté le contenu du projet de souveraineté-association. Les partis d'opposition crieraient certes à l'imposture devant une telle formulation de la question.

Un autre danger qui guette surtout les partis d'opposition, c'est celui de « l'appel négatif qui consisterait à mobiliser les individus *contre* un danger imminent - en l'occurrence le projet du Parti québécois - plutôt qu'en faveur d'une troisième voie ou d'un fédéralisme renouvelé, d'autant plus qu'il n'existe pas une seule troisième voie, mais un faisceau de « troisièmes voies » comme le soulignait déjà Gérard Bergeron ²¹.

Il deviendra ainsi difficile aux groupes d'opposition rassemblés sous un même organisme-parapluie à l'intérieur duquel le Parti libéral du Québec voudra jouer le rôle de leader, de préconiser une option constitutionnelle de rechange susceptible de rallier non seulement la population québécoise et même canadienne, mais avant tout les différents partis et groupes préconisant le « non » à la proposition du P.Q.

Que feront les partisans du statu quo - comme on en trouve encore plusieurs au sein du groupe anglophone du Québec -devant la formule du fédéralisme renouvelé préconisée par Claude Ryan et le Parti libéral ? Où se situera exactement l'Union nationale déchirée entre ses éléments nationalistes près du Parti québécois et ses politiciens traditionnels plus près du Parti

²⁰ Voir l'interview qu'il accordait au journal *Le Soleil*, 8 juillet 1978, p. B-1.

²¹ Dans *Ce jour-là... le référendum*, p. 203.

libéral ²² ? À quelle enseigne logeront les différents groupes nés de la stupeur provoquée par l'élection du P.Q. ? Pour tous ces groupes, le seul véritable point de ralliement, c'est le « non » au projet de la souveraineté-association plutôt que le « oui » à une formule de fédéralisme renouvelé qui devrait être alors bien défini et bien articulé et qui se présenterait comme le contre-projet majeur à la proposition gouvernementale.

Si l'électorat québécois est appelé à se prononcer contre la souveraineté-association, il *doit* aussi savoir quelle sera la solution de rechange ou, en d'autres termes, quel sera l'avenir constitutionnel du Québec. À cet égard, les récentes propositions de réforme du gouvernement Trudeau sont nettement insuffisantes non seulement pour le Parti québécois, mais aussi pour le Parti libéral du Québec.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

L'électeur n'est cependant pas passif face à toutes les tentatives de persuasion ou même de manipulation auxquelles il est soumis. Il retient en effet ce qui lui convient, c'est-à-dire ce qui vient habituellement renforcer son opinion préalablement établie et rejette tout aussi facilement ce qui lui déplaît. Ainsi, ceux qui sont déjà opposés à toute idée d'indépendance du Québec ne se laisseront pas facilement convaincre par la propagande du Parti québécois et seront plutôt portés à « laisser passer » le message du Parti libéral qui viendra ainsi renforcer leur propre conviction politique.

Ce sont plutôt les électeurs hésitants qui seront sollicités par les partis politiques. C'est en définitive ce « marais » politique formé de citoyens moins intéressés par la politique et ayant *des options moins tranchées, que les partis vont essayer de convaincre au cours de la campagne du référendum. Ainsi, la campagne officielle peut avoir son importance en autant qu'elle permettra à l'électeur de connaître d'une façon plus précise le contenu véritable de la souveraineté-association et le contenu réel d'une troisième voie qu'il faudra bientôt définir.

²² Depuis la réunion du Lac-à-l'Épaulé en juillet 1978, l'Union nationale semble avoir choisi pour le prochain référendum, la formule du fédéralisme renouvelé assorti du « nationalisme économique ».

Cette campagne référendaire, enfin, ne devrait pas être dénaturée au point que « la politique devienne un lieu où la façon de faire les choses et l'esprit dans lequel on les fait ont tout autant d'importance que ce qui est fait »²³. En somme, les moyens utilisés et le climat général dans lequel va se dérouler la campagne du référendum ne doivent pas masquer le contenu réel des options en présence.

Fin du texte

²³ David Riesman, *La foule solitaire*, Paris, Arthaud, 1964, p. 257.